

424 plaintes de citoyens depuis vendredi à Québec

L'administration Marchand est critiquée de toutes parts sur le déneigement

Le Journal de Québec · 14 févr. 2023 · 3 · STÉPHANIE MARTIN

Plus de 400 plaintes enregistrées, l'opposition qui parle de « ratés incroyables » et estime qu'on a « dormi sur la switch » : l'administration Marchand a subi un barrage de critiques sur la gestion du déneigement en fin de semaine.



Depuis vendredi, 424 requêtes ont été acheminées à la Ville sur le déneigement, dont 95 pour La Cité–limoilou et 62 pour Sainte-foy–sillery–cap-rouge, a confirmé la Municipalité. Après la bordée de neige de jeudi et vendredi, les rues de Québec ont été ensevelies et plusieurs ont critiqué la difficulté d'accéder et de se stationner au centre-ville. Avec le Tournoi international de hockey pee-wee, le Carnaval, le Super Bowl et les soupers au restaurant en prévision de la Saint-valentin, le centre-ville a été pris d'assaut. Patrick Paquet, chef d'équipe Priorité Québec, a demandé : « Est-ce que la Ville avait prévu une opération de déneigement le vendredi ? Si oui, pourquoi elle a été annulée ? »

« Chaque fois qu'il neige, c'est un défi, poursuit-il. On est pourtant une ville nordique. On manque de leadership, chaque fois, c'est compliqué. C'est la fin de semaine du Carnaval et on connaît des ratés incroyables. »

Son collègue Stevens Mélançon estime que l'administration Marchand a manqué une occasion de faire preuve de planification.

Oui, la neige a été déblayée, mais selon lui, il aurait fallu planifier une sortie pour enlever la neige, vendredi.

La politique de viabilité hivernale prévoit, à la demande des commerçants et des citoyens, de ne pas faire d'opération d'enlèvement de la neige les vendredis et samedis. Mais cela ne le convainc pas.

Les circonstances exceptionnelles de la fin de semaine auraient dû commander une décision différente, selon lui.

Patrick Paquet a ironisé : « Il faut pas qu'il neige le jeudi, vendredi, samedi. Là, la neige, il faut que ça tombe du dimanche au jeudi. »

« UNE ERREUR », DIT VILLENEUVE

Le chef de l'opposition officielle, Claude Villeneuve, accuse à son tour l'administration Marchand de ne pas avoir posé les bons gestes, dans les secteurs névralgiques.

« Au centre-ville, pour moi, c'est indéniable que ça aurait dû être déneigé vendredi et c'est une erreur de ne pas avoir fait sortir les équipes. »

Il y a une décision politique de sortir ou pas la machinerie, a-t-il ajouté. « On avait tous les éléments en main. [...] Si on n'avait pas anticipé que ça pouvait être problématique, il y a quelqu'un qui a dormi sur la switch. »

Pour lui, « c'est la job de l'équipe du maire, et j'inclus Bruno Marchand et Pierre-luc Lachance. À la fin, c'est eux qui sont imputables de ce qui se fait ou pas en ville. »

« PARFAIT » POUR LES PROBLÈMES

Bruno Marchand a convenu que le contexte était « parfait » pour que des problèmes surviennent, avec des chutes de neige en fin de semaine et une importante affluence. « Il faut être encore meilleurs. »

« Il peut y avoir » une flexibilité dans la politique de viabilité, a-t-il avancé, tout en soulignant qu'il en avait hérité de l'ancienne administration et qu'il est en train de l'amender. Elle a été adoptée en novembre 2020.

Les précipitations ont commencé jeudi en fin de journée et ont pris fin vendredi 17 h. En tout, 18 cm se sont accumulés au sol.

La Ville « a dormi sur la switch »

Le Journal de Quebec · 14 févr. 2023 · 2 · STÉPHANIE MARTIN

L'administration Marchand affirme qu'elle a été limitée dans sa capacité d'action en fin de semaine par le repos obligatoire qu'elle doit accorder à ses déneigeurs et par le manque de flexibilité de la politique de déneigement.



PHOTO TIRÉE DE LA PAGE FACEBOOK D'YVES LEDOUX

Hier, le vice-président du comité exécutif responsable du déneigement, Pierre-luc Lachance, a expliqué ce qui a empêché la Ville d'enlever la neige dans le secteur du centre-ville vendredi, alors que plusieurs événements s'y déroulaient.

NI VENDREDI NI SAMEDI

D'abord, la politique de viabilité hivernale prévoit qu'aucun enlèvement n'est fait les vendredis et samedis.

Mais même si la Ville avait voulu y déroger, elle n'aurait pas pu vendredi, car elle est tenue par la loi d'offrir un repos de huit heures aux camionneurs qui ont travaillé plus de 16 heures d'affilée. C'était le cas, les précipitations les ayant tenus occupés à partir de jeudi soir.

Après le répit, samedi matin, on devait décider si on enclenchait une opération d'enlèvement. Mais il aurait fallu pour cela décréter une interdiction de stationnement à la grandeur de la ville, a indiqué M. Lachance.

Une opération ciblée au centre-ville n'est pas possible le samedi, selon la politique de déneigement, dit-il. « La politique ne nous permet pas à ce jour de bien amener cette agilité-là. » Sachant que le défilé du Carnaval se déroulait ce soir-là, il a été décidé de ne pas l'enclencher. « Samedi, on n'avait aucun gain. Au contraire, on aurait amplifié la problématique. »

Patrick Paquet et Stevens Mélançon, d'équipe Priorité Québec, se sont questionnés pour savoir s'il s'agissait d'une question de budget.

Le chef de l'opposition officielle, Claude Villeneuve, a dit qu'il n'osait pas « accepter l'hypothèse qu'on aurait pris cette décision pour des motifs budgétaires. Si c'était le cas, ça aurait été un énorme scandale ».

PAS UNE QUESTION DE BUDGET

Ce n'est pas le cas, selon l'administration Marchand. Le maire l'a affirmé en fin de semaine et le responsable du déneigement, Pierre-luc Lachance, l'a répété hier.

« Ce n'est pas une question d'argent. En aucun temps, le déneigement se fait par rapport à l'argent. Les décisions se prennent pour assurer le respect du cadre de fonctionnement », a martelé M. Lachance.

Lu sur les réseaux sociaux

Le Journal de Québec · 14 févr. 2023 · 2

« Ça aurait dû être déneigé vendredi dans la nuit ou max samedi dans la nuit. C'était l'enfer ce weekend en ville. »

– Donatilde Lepreux sur Facebook

« Vous l'avez échappé solide en ne le faisant pas vendredi soir... ça a été le bordel toute la fin de semaine pour le Carnaval et en plus, là, vous emmerdez le monde qui ont planifié leur party de Super Bowl. »

– @seblast360 sur Twitter

« 0/10 pour la gestion et le timing. Laissez au moins le monde jusqu'à 23 h quand le Super Bowl sera fini... Une vraie blague. »

– Jacob Laroche sur Facebook

« Gestion de broche à foin le déneigement à Québec. Vraiment, vous [ne] savez pas c'est quoi le Carnaval ? »

– Philippe Moussette sur Facebook

13 février 2023 11h44 Mis à jour à 19h17

Partager

Le déneigement encore pointé du doigt à Québec

ÉMILIE PELLETIER

Le Soleil

«Manque de leadership», «mauvaise planification»: plusieurs heures après la fin des précipitations, l'administration Marchand est toujours critiquée pour sa gestion du déneigement pendant la dernière fin de semaine, alors que la ville grouillait de touristes et de visiteurs.

«S'il y avait une seule fin de semaine à prioriser, c'était celle-là et on ne l'a pas fait», a pourfendu lundi matin la deuxième opposition à l'hôtel de ville.

Entre jeudi soir et vendredi 17h, un total de 18 centimètres de neige sont tombés sur Québec. Pendant ce temps, les festivités du Carnaval de Québec et du Tournoi international de hockey pee-wee battaient leur plein.

La forte affluence a mis en lumière des ratés liés au déneigement, surtout en Haute-Ville et en Basse-Ville. La marche sur les trottoirs était hasardeuse et le stationnement presque impossible en raison des remblais accumulés en bordure de la chaussée.

«Avoir une auto vendredi et samedi à la ville de Québec, c'était compliqué», font remarquer photos à l'appui le chef d'Équipe Priorité Québec, Patrick Paquet, et l'élu Stevens Mélançon.

«Il y a beaucoup d'insatisfaction en ville compte tenu du déneigement lors d'une fin de semaine où il y avait plusieurs activités», confirme le chef de l'opposition officielle, Claude Villeneuve. Il estime que le caractère exceptionnel du week-end

aurait dû pousser les équipes à déroger à la politique de déneigement afin de prioriser certains secteurs stratégiques.

Pas le vendredi, pas le samedi

Dans la Politique de viabilité hivernale adoptée en 2020 à la Ville de Québec, l'enlèvement de la neige n'est pas prévu les vendredis et samedis.

Ironique, Patrick Paquet soutient qu'il ne reste plus qu'à «se croiser les doigts pour qu'il neige du dimanche au mercredi».

Il s'agissait à l'époque, selon l'administration Marchand, d'une demande de commerçants et de citoyens de ne pas interdire le stationnement dans les rues à ces moments.

«Ce n'est pas Régis Labeaume qui a décidé de ne pas faire sortir les gars vendredi pour déneiger, c'est l'administration actuelle», accuse M. Villeneuve. «L'expérience passée montre qu'il y aurait eu moyen de faire d'autres choix, on n'était pas prisonniers des politiques».

« Je trouve ça malheureux, parce que c'était une fin de semaine importante pour Québec »

— *Claude Villeneuve, chef de l'opposition officielle*

Et si l'équipe du maire ne l'a pas considéré, «il y a quelqu'un qui a dormi sur la switch», pointe le chef Villeneuve. Elle doit être «imputable de ce qui se fait ou pas en ville».

«Pas une question de budget»

La deuxième opposition prétend qu'il en coûte plus cher à la Ville de faire sortir ses équipes de déneigement la fin de semaine. L'opposition officielle, elle, refuse d'accepter cette hypothèse voulant qu'un service essentiel soit sacrifié pour faire des économies.

«Ce n'est pas une question d'argent», répète d'ailleurs l'administration Marchand. «En aucun temps le déneigement à la Ville de Québec ne se fait par rapport à l'argent. Les budgets sont faits pour qu'on puisse opérer à Noël, la fin de semaine ou le mardi», illustre le vice-président du comité exécutif, responsable du déneigement, Pierre-Luc Lachance.

Cette fois, aucune opération de déneigement, outre celles de grattage qui se sont déroulées normalement, n'avait été prévue. «La décision a été prise de façon préliminaire le jeudi et validée le vendredi matin en fonction de ce qui tombait», justifie M. Lachance.

Déneigeurs au repos

Après une longue intervention de grattage prioritaire dès les petites heures du matin vendredi et jusqu'à 20h, la Ville avait toutefois l'obligation d'offrir une période de repos d'au moins huit heures à ses déneigeurs, puisque «tout conducteur de machinerie lourde ne peut pas conduire plus de 16h», dit-il.

**« Cette administration ne fera pas
d'improvisation quant à cette loi. C'est
une question de sécurité »**

— Pierre-Luc Lachance, vice-président du comité exécutif de la
Ville de Québec

La Ville s'est ainsi retrouvée «extrêmement limitée», puisque la majorité des troupes avait déjà été requise. Résultat, «on n'avait plus d'équipe pour être en mesure de faire l'opération d'enlèvement le vendredi soir», précise l'élu, refusant de parler d'un nombre de déneigeurs insuffisant.

Le «plan de repli» aurait été de souffler la neige le samedi soir, en même temps que le défilé du Carnaval. Le stationnement aurait alors dû être interdit à l'ensemble du territoire, avec pour effet d'«amplifier» les défis, d'après M. Lachance.

L'équipe du maire travaille à se donner une «meilleure liberté d'action» dans la politique de déneigement. Le maire Bruno Marchand a lui-même ouvert la porte dimanche à revoir la stratégie, entre autres pour les quartiers centraux.

Déjà depuis son arrivée, le nombre de centimètres requis pour procéder à une opération déneigement a notamment été réduit. Un budget de 10 millions \$ supplémentaires a justement été prévu cet hiver, entre autres pour assurer des sorties plus fréquentes.

Malgré ces récents ratés, la Ville de Québec reste «parmi les meilleures villes au monde» pour le déneigement, vante le maire Marchand.

«C'est clair qu'on bat Mexico», blague le chef de l'opposition officielle.

Un déneigeur privé à la rescousse de commerçants

Le Journal de Québec · 14 févr. 2023 · 3 · JEAN-LUC LAVALLÉE

Frustrés par « l'inaction » de la Ville de Québec en fin de semaine, des commerçants de l'avenue Cartier ont dû faire appel au privé pour déneiger une portion de leur artère afin d'éviter l'annulation du spectacle extérieur de la famille Painchaud.

La directrice générale de la SDC (Société de développement commercial) Montcalm, Marie Langlois, confirme qu'elle va demander à la Ville de lui rembourser la facture.

Malgré la fermeture de la rue à la circulation, l'abondance de neige empêchait la tenue de l'événement et l'installation d'une petite scène.

« Il aurait fallu que [la neige] soit ramassée dans la nuit de vendredi à samedi », insiste-t-elle.

C'est le propriétaire du pub Galway, Yves Ledoux, qui a sonné l'alarme samedi matin, scandalisé de la situation, à quelques heures de cet événement partenaire du Carnaval.

Solutions MBG a répondu rapidement à son appel pour sauver le spectacle.

En entrevue, hier, M. Ledoux ne décolérait pas. « Pourquoi il y a des gars dans le privé qui sont capables de travailler le samedi, mais pas la Ville ? Il faudrait que la neige tombe entre le lundi et le jeudi ? Le maire a manqué une très grande opportunité de montrer du leadership dans sa ville. »

UNE RÈGLE CONTROVERSÉE

Yves Ledoux et le président de la SDC Maguire, Bruno Salvail, n'acceptent pas non plus l'argumentaire de la Ville pour justifier qu'aucune opération de ramassage de neige n'ait lieu le vendredi ou le samedi soir.

Bruno Marchand a indiqué que l'objectif est d'« aider les commerçants » en permettant le stationnement sur rue le week-end.

« De toute façon, personne n'était capable de se stationner samedi soir. Il y avait des bancs de neige partout », s'indigne M. Ledoux. « Le plus tôt c'est déneigé, le mieux c'est », renchérit M. Salvail.

IMPACT SUR LE SUPER BOWL

Sur les réseaux sociaux, les critiques ont fusé durant tout le week-end dans les quartiers centraux et près des sites du Carnaval.

La décision de lancer l'opération déneigement dimanche et d'interdire le stationnement dès 21 h ou 22 h (selon le secteur), en pleine soirée du Super Bowl, en a fait rager plusieurs autres, forcés de quitter leurs rassemblements avant la fin du match pour éviter un remorquage.

Moins de salariés en santé qu'il y a 3 ans

Le Journal de Québec · 14 févr. 2023 · 24 · MICHEL GIRARD c michel.girard@quebecormedia.com

Après tous les efforts financiers effectués depuis trois ans par François Legault et son ministre de la Santé Christian Dubé, le secteur des soins de la santé et de l'assistance sociale compte aujourd'hui moins d'employés qu'en janvier 2020, juste avant le début de la pandémie de COVID-19.



En effet, Statistique Canada a dénombré en janvier dernier un nombre total de 603 200 employés dans le secteur névralgique de la santé et des services sociaux, à comparer à 609 200 en janvier 2020, soit 6 000 employés de moins qu'il y a trois ans.

Cela prouve à quel point la pénurie de main-d'oeuvre frappe durement le secteur.

Selon les plus récentes données trimestrielles, Statistique Québec avait répertorié au 3e trimestre dernier 48 897 postes vacants chez les professionnels en soins infirmiers, les professionnels des soins de santé (médecins, etc.), le personnel technique des soins de santé (ex. : infirmiers auxiliaires), le personnel de soutien des services de santé (ex. : aides-infirmiers), etc.

POURTANT...

À la décharge de François Legault et Christian Dubé, ils n'ont pourtant pas lésiné sur la dépense au cours des trois dernières années.

Le gouvernement Legault va avoir dépensé au cours du présent exercice budgétaire 2022-2023 (se terminant le 31 mars prochain) la somme totale de 57,5 milliards de dollars dans le secteur de la santé et des services sociaux.

C'est quelque 13 milliards de dollars de plus que lors de l'exercice budgétaire 2019-2020. Ainsi, même en dépensant 28 % plus d'argent qu'il y a trois ans, on se retrouve aujourd'hui avec un système de santé fragilisé à cause d'un grave problème de pénurie de main-d'oeuvre. Grave au point où, faut-il le répéter, il y a actuellement 6000 employés de moins qui travaillent dans le secteur alors que les besoins ont augmenté en raison de l'augmentation de la population, de son vieillissement et des conséquences à long terme de la COVID-19 sur un grand nombre de citoyens.

LA SOLUTION ?

La Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ), qui regroupe 80 000 membres infirmières, infirmières auxiliaires, inhalothérapeutes et perfusionnistes cliniques, demande au gouvernement Legault d'injecter plus d'argent dans le réseau de la santé.

Dans le mémoire que l'organisation syndicale a déposé dans le cadre des consultations budgétaires du ministre des Finances

Eric Girard, la FIC fait sienne la recommandation de l'organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) qui invite ses pays membres à investir une somme équivalente à 0,7 % de leur produit intérieur brut (PIB) dans l'amélioration des conditions de travail du personnel oeuvrant en santé.

En se basant sur un PIB en 2023 de 574 milliards de dollars (selon les prévisions du ministère des Finances du Québec), la FIQ recommande au gouvernement Legault de consacrer 4 milliards de dollars de plus dans l'amélioration de deux éléments incontournables :

■ « Le coût lié au fait de disposer d'effectifs suffisants de professionnel-le-s de la santé et de la dépendance »

■ « Le coût lié à l'amélioration de la compétitivité des salaires des catégories essentielles de professionnel-le-s de la santé » Vu la gravité de la situation, il est évident que François Legault et Christian Dubé devront consacrer plus d'argent dans le recrutement et la rétention des professionnel-le-s de notre réseau public de santé et des services sociaux.